Extrait du UJFP

https://www.ujfp.org/spip.php?article4655

Appel de soutien au peuple kurde

- L'UJFP en action - Appels et manifestations -

Date de mise en ligne : mardi 19 janvier 2016

Copyright © UJFP – Tous droits réservés

Appel à manifester le samedi 23 janvier 2016 à 15h, place de la Victoire à Bordeaux.

par : Collectif unitaire de Solidarité avec le Kurdistan : Collectif « Le Pavé Brûlant », Ensemble !, le NPA, Solidaires 33, le Conseil Démocratique Kurde de Bordeaux.

Depuis plusieurs semaines, le gouvernement turc a placé les villes de Sur, Silvan, Nusaybin, Cizre, Silopi et bien d'autres sous un « couvre-feu » mais il s'agit en fait d'un véritable état de siège. L'armée turque emploie des armes lourdes qui ne sont normalement utilisées qu'en temps de guerre : tanks, mortiers, etc. Les habitant.e.s de ces villes sont condamné.e.s à la faim mais aussi à la soif, l'armée turque n'hésitant pas à couper l'eau. Toute personne qui sort de chez elle, ne serait-ce que pour aller chercher du pain, est prise pour cible par les snipers des forces spéciales turques.

Ces exactions ne sortent pas de nulle part. En effet, depuis plusieurs mois, le régime du président turc Erdogan a fait procéder à l'arrestation de plusieurs journalistes ainsi qu'à la fermeture de journaux. Les signataires d'une pétition en faveur de la paix dans le Kurdistan turc et contre les massacres commis par l'armée turque font également l'objet d'une enquête, plusieurs d'entre eux ont d'ores et déjà été arrêté pour « trahison » et « soutien à une organisation terroriste ». Plusieurs manifestations pacifiques, notamment des kurdes réclamant la paix et l'arrêt de l'intervention militaire au Kurdistan, ont également fait l'objet d'une répression d'une violence inouïe : utilisation de canons à eaux et tirs à balles réelles pour disperser les manifestant.e.s.

Les élections législatives de novembre 2015 ont été entachées de nombreuses fraudes (achat de voix, pressions et menaces sur les observateurs et observatrices internationaux, bourrages d'urnes...) et se sont inscrites dans un climat de violences politiques, tout particulièrement contre le parti pro-kurde et de défense des droits humains le HDP dont les locaux dans plusieurs villes et localités ont été attaqué. En outre, durant la période électorale, l'AKP et Erdogan n'ont pas hésité à faire planer le spectre de la guerre civile en cas de défaite de leur parti dans le but d'effrayer la population et s'assurer ainsi leurs suffrages.

La complaisance, pour ne pas dire la collaboration, entre l'État turc et l'organisation djihadiste Daech n'est plus à démontrer. La Turquie a laissé passer, via sa frontière avec la Syrie, des centaines de djihadistes européens. Les militants de Daech peuvent également se rendre en Turquie pour y être soignés, sans être inquiétés le moins du monde par les forces de sécurité turques. De plus, le pétrole produit sur les territoires contrôlés par Daech passe sans encombre la frontière turque où il est acheté.

Au vu de ces éléments, il paraît aberrant et irresponsable de la part de l'Union européenne et de la France d'avoir accordé à la Turquie une enveloppe de 3 milliards d'euros au motif de l'aider pour l'accueil des réfugiés syriens sur son territoire. Il paraît assez évident que cet argent ne servira nullement aux réfugiés mais bien à l'État turc pour continuer à financer sa guerre contre le peuple kurde, rendant ainsi l'Europe co-responsable de la situation de guerre civile qui règne au Kurdistan turc.

Au nom de la lutte contre le « terrorisme » du PKK, c'est bien à une guerre contre tout le peuple kurde à laquelle nous assistons. Face aux déclarations d'autonomie venant du Kurdistan, qu'il soit syrien ou turc, la seule réponse d'Erdogan face à un problème politique est la mise en place d'une véritable terreur d'État visant à exterminer toute expression politique du peuple kurde.

Copyright © UJFP

Face aux graves dérives autoritaires de la Turquie et à sa guerre contre le peuple kurde, nous appelons la population à se mobiliser pour soutenir les kurdes qui se battent contre l'ennemi de l'Humanité qu'est Daech. Par le présent communiqué, nous apportons tout notre soutien au peuple kurde, en Turquie comme en Syrie, qui lutte courageusement pour ses droits et ses libertés en combattant Daech.

Nous dénonçons le silence de la poignée de pays qu'on nomme « la communauté internationale » et tout particulièrement la complicité du gouvernement français avec la Turquie d'Erdogan qui réprime les forces kurdes en lutte contre Daech.

Nous exigeons :

" L'arrêt immédiat de l'intervention militaire turque au Kurdistan, le retrait de ses troupes et la mise en place d'une politique pacifique permettant l'autodétermination du peuple kurde.

" La condamnation de l'État turc et de son président Erdogan en raison de son soutien à Daech et de sa politique de guerre anti-kurde.

" Le retrait du PKK de la liste des organisations terroristes de l'Union Européenne et de la France. Le véritable terrorisme est du côté de ceux qui veulent anéantir l'expression politique des kurdes, pas des kurdes qui se battent pour leur liberté.

" L'arrêt des interventions impérialistes internationales dans la région, qui ont favorisé Daech et le renforcement des dictatures contre les peuples qui luttent pour leurs droits et libertés.

" La reprise du dialogue en Turquie. Ce dialogue passe par la fin de l'isolement arbitraire que subit Abdullah Ocalan, coupé de tout contact extérieur depuis des mois.

Copyright © UJFP